

Citizen
ENTREPRENEURS
engagés dans le 21^e siècle



JEUNES ENTREPRENEURS 2018

Recommandations de la délégation française

SOMMET DU G20 DES JEUNES ENTREPRENEURS
20 et 21 septembre 2018 – Buenos Aires

Le rôle essentiel des jeunes entrepreneurs dans les économies des pays du G20

C'est à Buenos-Aires, que s'est tenue les 21 et 22 septembre 2018, la 10ème édition du Sommet du G20 des Jeunes Entrepreneurs (Entrepreneurship, Education and Businesses of the Future) en présence de 400 entrepreneurs venus des pays du G20.

L'objectif de ce Sommet est d'être le porte-voix des jeunes entrepreneurs et d'être force de proposition auprès des gouvernements des pays du G20 pour stimuler la croissance, favoriser l'innovation, encourager la création d'emploi et contribuer au changement sociétal des pays du G20.

La délégation française 2018 composée de 33 jeunes entrepreneurs représente l'écosystème entrepreneurial français dans sa diversité (1/4 de femmes entrepreneures), sa répartition géographique (45% issus des territoires), ses secteurs d'activité (45% travaillent dans le digital) et son ouverture à l'international (76 % ont des activités hors de France).



A l'issue du Sommet de Buenos-Aires, les jeunes entrepreneurs français ont rédigé **6 recommandations concrètes** à l'intention du gouvernement français :

1. Maintenir la liberté du commerce mondial dans un contexte géopolitique préoccupant
2. Faire entrer l'enseignement dans la réalité du 21e siècle
3. Recréer de la cohésion sociale dans notre pays via l'égalité des chances
4. Offrir aux entreprises un cadre de gouvernance mettant en avant l'intérêt collectif et le partage des fruits de la croissance
5. Harmoniser le droit des affaires, le code du travail et la fiscalité au sein de l'Union Européenne
6. Concevoir un environnement fiscal et réglementaire propice à la croissance des jeunes entreprises et à la création d'emploi

Les jeunes entrepreneurs français entendent être des citoyens responsables et porteurs de solutions pour la croissance, l'innovation, l'emploi et le développement économique de leur pays.





Recommandation 1 :

Maintenir la liberté du commerce mondial dans un contexte géopolitique préoccupant

Constat : La montée des nationalismes et des mouvements protectionnistes sur l'échiquier mondial sont autant de menaces pour le commerce international et la stabilité de nos démocraties. Le commerce et les investissements transfrontaliers, basés sur des marchés ouverts et réglementés, sont des moteurs essentiels à la croissance durable, à la prospérité partagée, à la création d'emplois et à des relations économiques mutuellement bénéfiques entre les pays. Les échanges mondiaux ont permis à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté dans le monde. La croissance de ces échanges en 2017 a été la plus forte depuis 2011, contribuant à la reprise économique mondiale.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Les jeunes entrepreneurs appellent le gouvernement français et les dirigeants du G20 à :

- Renouveler leur engagement au maintien de l'ouverture des marchés, à s'abstenir de créer de nouvelles barrières protectionnistes à la circulation des biens et des services, aux marchés publics et aux investissements
- Demander aux organismes internationaux de :
 - faire respecter les accords commerciaux multilatéraux définis dans le cadre de l'OMC
 - continuer à favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'action publique, et de coordonner les politiques économiques nationales et internationales (OCDE)
 - poursuivre l'intégration des pays émergents dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor (CNUCED).



Recommandation 2 :

Faire entrer l'enseignement dans la réalité du 21^e siècle, celle d'une école alternative, de l'innovation, du numérique et de la mondialisation

Constat : Nous vivons une époque où l'économie du savoir, tirée par le capital humain, et la libre circulation des idées deviennent la force essentielle de l'innovation, de la croissance et de la création d'emploi. Depuis 2013, Citizen Entrepreneurs ne cesse de souligner la nécessité d'adapter le système éducatif français et son corps enseignant aux attentes des nouvelles générations (les milleniums), à la réalité économique et aux besoins des entreprises.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Transformer l'école en repensant la transmission des connaissances & des compétences

- Promouvoir des approches par projet dans l'enseignement pour favoriser la liberté intellectuelle et l'initiative et développer des compétences et des aptitudes comme la pensée critique, la créativité, la résolution de problèmes, la gestion de la complexité, le travail en équipe et l'ouverture aux autres
- Enseigner les « fondamentaux » : lire, écrire, compter et parler l'anglais pour mieux communiquer dans un monde ouvert
- Développer des programmes destinés à acquérir une culture entrepreneuriale et d'innovation à différents niveaux du système éducatif dans les écoles, collèges, lycées, universités et grandes écoles
- Développer un état d'esprit entrepreneurial favorisant la prise de risque, l'agilité, la capacité à résoudre les problèmes ensemble et la tolérance à l'échec

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Renforcer la relation Ecole-Entreprise

- Renforcer la relation entre l'éducation et la R&D des entreprises et des organisations. Il faut favoriser la recherche appliquée avec les étudiants, la collaboration de professeurs et d'étudiants à des projets d'entreprise et la création de réseaux professionnels d'entrepreneurs, d'experts, d'éducateurs et d'étudiants
- Développer l'intervention d'entrepreneurs (professions libérales, artisans, autoentrepreneurs...) dans l'univers éducatif en encourageant les témoignages pour créer des vocations d'entrepreneurs
- Encourager les séjours (stages) du corps enseignant dans les entreprises pour ancrer les apprentissages dans les réalités économiques
- Faciliter et renforcer la coopération entre la recherche et l'entreprise. Créer des ponts entre la recherche appliquée et ses applications en entreprise, notamment dans les PME

De façon plus générale

- Libérer et autonomiser l'école (donner davantage d'autonomie au chef d'établissement)
- Favoriser une culture de coopération et de confiance en augmentant les connaissances éthiques et les compétences professionnelles des élèves par l'étude des sciences humaines
- Sensibiliser les politiques au fonctionnement d'une entreprise et proposer des immersions en entreprise aux 600 000 élus nationaux, régionaux et locaux de notre pays



Recommandation 3 :

Recréer de la cohésion sociale dans notre pays
via l'égalité des chances

Constat : Après la fracture numérique, la fracture sociale et la fracture territoriale, le tissu économique et social de la France doit être resserré pour empêcher les inégalités de se creuser.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Dans l'enseignement :

- A l'école et au lycée
 - Mener au niveau de l'école, dès la maternelle et l'école primaire, des politiques pour inciter à la mixité sociale (similaires à celles du logement)
 - Exiger que le plan du gouvernement en matière de formation donne un rôle suffisant à la formation technologique, l'apprentissage, la formation tout au long de la vie, et s'assurer qu'elle bénéficie aussi à ceux qui ont connu un parcours chaotique
 - Former les jeunes des quartiers à la culture de l'entrepreneuriat

- A l'université et dans les grandes écoles
 - Imposer des quotas d'étudiants boursiers (50%)

Dans l'entreprise :

- Faire figurer dans le rapport annuel des entreprises les comparaisons de salaires H/F

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Dans la fonction publique :

- Obligation pour tous les employeurs publics de développer un plan d'action consacré à l'égalité professionnelle
- Comme pour les conseils d'administration dans le privé, voter une loi avec l'obligation de féminisation des nominations dans l'encadrement supérieur à hauteur de 50%
- Obligation de supprimer l'écart salarial hommes-femmes à horizon 2023

De façon générale (« Empowerment » des femmes chefs d'entreprise)

- Soutenir l'esprit d'entreprise inclusif (notamment la promotion des femmes et des personnes traditionnellement exclues des opportunités de devenir chef d'entreprise)
- Faciliter l'accès aux crédits dans les établissements bancaires et faciliter la levée de fonds des femmes entrepreneurs
- Encourager « The Women Entrepreneurs Finance Initiative », un organisme dans lequel les pays du G20 et d'autres donateurs se sont engagés à investir 1 milliard de dollars, pour aider les femmes entrepreneures qui jouent un rôle essentiel dans le développement économique mais font face à plus de défis que leur homologues masculins
- Simplifier les leviers d'aide à la création en milieu défavorisé



Recommandation 4 :

Offrir aux entreprises un cadre de gouvernance mettant en avant l'intérêt collectif et le partage des fruits de la croissance

Constat : Face aux excès du capitalisme (inégalités, court-termisme, financiarisation de l'économie et pouvoir décisionnel trop en faveur des actionnaires), et aux enjeux sociétaux et planétaires, il est important d'inscrire dans le Code civil le concept de raison d'être pour les entreprises.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

- Elargir l'objet social de l'entreprise pour en faire une entreprise « à mission » (rapport Senard-Notat) en donnant plus de sens à son organisation.
- Généraliser un outil de partage de la valeur :
 - Favoriser une meilleure répartition des résultats avec la généralisation de la participation et de l'intéressement à l'ensemble des salariés ou de l'attribution
 - Attribuer aux salariés des BSPCE (Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise) pour les start-ups
- Rendre aux entreprises des perspectives de moyen et long terme et éviter la dictature des résultats de rentabilité à court terme (rapports semestriels plutôt que trimestriels)

Recommandation 5 :

Harmoniser le droit des affaires, le code du travail et la fiscalité au sein de l'Union Européenne



Constat : Le droit des affaires, le code du travail et la politique fiscale sont une mosaïque historique et un millefeuille au sein des 28 pays qui freinent le développement des PME/ETI. Les entrepreneurs français demandent la mise en place d'un socle juridique pan-européen visant à la signature d'actes uniformes et d'un statut de sociétés commerciales européennes.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

- Harmonisation du droit des sociétés avec la rédaction d'un acte uniformisant les règles de fonctionnement des sociétés commerciales (dispositions générales communes) ainsi que les formes de sociétés commerciales : SA, SARL, SNC, SCS...)
- Harmonisation du code du travail en créant un contrat de travail européen type
- Harmonisation européenne des politiques fiscales (notamment la TVA et l'impôt sur les sociétés) en démarrant au niveau de l'assiette
- Mettre en place un statut de société européenne sans avoir à multiplier le nombre de bureaux localement. Créer une structure juridique unique avec un organisme central (faisant office de caisse générale) chargé de ventiler les taxes et impôts aux pays concernés



Recommandation 6 :

Concevoir un environnement fiscal et réglementaire propice à la croissance des jeunes entreprises et à la création d'emploi

Constat : La politique fiscale de nos gouvernements peine à prendre en compte la spécificité des jeunes entreprises alors qu'elles sont source d'innovation et de création d'emploi. Une nouvelle approche de la fiscalité est souhaitable en mettant l'accent sur la simplification et des mesures ciblées sur les priorités gouvernementales.

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Une fiscalité au service du développement durable :

- Insérer dans la cotation BDF une note verte (RSE)
- Mesurer l'impact carbone de chaque entreprise et récompenser les efforts réalisés par des bonus
- Développer et encourager la création d'emploi dans l'économie sociale et solidaire (ESS)

Une fiscalité au service de l'innovation pour les jeunes entreprises :

- Demander au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) d'intervenir auprès des agences réglementaires (ANSES, INCI, RNANO, etc.) pour réduire les coûts des tests dans les structures accréditées et faciliter l'accès au marché des produits issus des startups françaises innovantes
- Concrètement, utiliser les résultats des labos publics et éviter la réalisation des essais dans d'autres structures accréditées

PROPOSITIONS A L'INTENTION DU GOUVERNEMENT

Une fiscalité au service de l'innovation pour les jeunes entreprises (suite) :

- Maintien du taux allégé de la fiscalité des brevets (15% au lieu de 33%)
- Maintien du taux du crédit d'impôt recherche (CIR) majoré dans les DOM pour relancer l'activité et la création d'emplois qualifiés dans ces territoires isolés et dépendants
- Permettre aux jeunes entrepreneurs de déduire les coûts liés à la formation professionnelle de leurs employés traitant des aspects fiscaux et réglementaires
- Permettre aux grands groupes de défiscaliser quand ils investissent dans les start-ups

Une fiscalité au service de la trésorerie des jeunes entreprises :

- Présenter les délais de paiement moyens (fournisseurs et clients) dans le rapport annuel de l'entreprise
- Faire payer aux fournisseurs défaillants le coût des frais financiers engendrés par les retards de paiement

La délégation française des jeunes entrepreneurs du G20YEA 2018

- Jonathan Angelov, Aircall
- Massoud Ayati, Des bras en plus
- Zafar Baryali, Des bras en plus
- Mathilde Boulachin, Domaines Pierre Chavin
- Amaud Brillaud, Domalys
- Geoffrey Bruyere, BonneGueule
- Julie Dautel, Zephyr Solar
- Béatrice Eastham, Green Evènements
- Charlotte Gaillard, Berceau Magique
- Emmanuel Grimaud, Maximis
- Usman Javed, Fretbay
- Karim Jouini, Expensya
- Farid Lahlou, Des bras en plus
- Emilie Legoff, Troops
- Momar Mbaye, Senef Soft
- Albert Mendy, Euro Sûreté Protection
- Frédéric Minssieux, Clauger
- Xavier Morcillo, Amexio
- Anne-Laure Morel, Torskall
- Philippe Mouillard, Biotopia
- Ismael Ould, Wynd
- Grégory Pascal, SensioLabs
- Paolin Pascot, Agriconomie
- Ronan Pelloux, Creads
- Maximilien Petitgenet, Domalys
- Chloé Proust, Tierra Latina
- Areeba Rehman, Fretbay
- Umar Rehman, Fretbay
- Vincent Sciandra, Metron
- Grégoire Sentilhes, NextStage
- Arbia Smiti, Carnet de Mode
- Arthur Thenot, Tierra Latina
- Jonathan Vidor, Jvweb
- Demba Yatera, Euro Sûreté Protection
- Jean-Louis Grégoire, Citizen Entrepreneurs



Citizen
ENTREPRENEURS
engagés dans le 21^e siècle

Association Citizen Entrepreneurs

Tour First TSA 14444 - 92037 La Défense Cedex - France

Tél. +33 (0) 1 46 93 74 59 • contact@citizen-entrepreneurs.com • www.citizen-entrepreneurs.com